

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 18/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BIG BENNES (ex E3D)

Mont Saint-Sébastien
77111 Soignolles-en-Brie

Références : E/23-3045
Code AIOT : 0006516211

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2023 dans l'établissement BIG BENNES (ex E3D) implanté dans la ZA du Mont Saint-Sébastien à Soignolles-en-Brie (77111). L'inspection a été annoncée le 11/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'Inspection (PPC) des ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIG BENNES (ex E3D)
- ZA du Mont Saint Sébastien 77111 Soignolles-en-Brie
- Code AIOT : 0006516211
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société E3D est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2015/DRIEE/UT77/086 du 22 juin 2015 à exploiter centre de tri, transit, regroupement et démantèlement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) situé Z.A. de Mont Saint Sébastien à SOIGNOLLES-EN-BRIE (77111).

L'arrêté préfectoral n° 2021/DRIEE/UD77/022 du 10 février 2021 a porté autorisation de changement d'exploitant de l'installation au bénéfice de la société BIG BENNES.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- analyse des rejets dans le milieu naturel ;
- contrôle des rejets atmosphériques ;
- contrôle des niveaux sonores ;
- installations électriques ;
- moyens incendie ;
- plan général d'entreposage et état des stocks ;
- registre des DEEE.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 22/06/2015, article 8.13	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 22/06/2015, article 8.5	Lettre de suite préfectorale	1 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle des rejets dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 22/06/2015 article 5.6.2.3	Sans objet
2	Contrôle des rejets dans le milieu naturel (GIDAF)	Arrêté Préfectoral du 22/06/2015 article 5.6.2.3	Sans objet
3	Contrôle des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 22/06/2015 article 6.3.1	Sans objet
4	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 22/06/2015 article 7.4	Sans objet
7	Plan général des zones d'entreposage indiquant l'état de stock	Arrêté Préfectoral du 22/06/2015 article 11.3	Sans objet
8	Registre des DEEE éliminés	Arrêté Préfectoral du 22/06/2015 article 11.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que la société BIG BENNES respectait l'ensemble des prescriptions contrôlées.

Toutefois, l'inspection note les observations suivantes :

- il convient que l'exploitant transmette le rapport de vérification des extincteurs 2023,
- il convient de lever les non-conformités récurrentes mentionnées dans le dernier rapport de vérification des installations électriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle des rejets dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2015, article 5.6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, autre

Prescription contrôlée : Les rejets aqueux doivent faire l'objet d'une autosurveillance mensuelle et d'une analyse semestrielle par un organisme agréé.
Constats : Les analyses du 1er semestre ont été effectuées le 13 juin 2023. Les analyses du deuxième semestre ont été réalisées le 26/09/2023. Les rapports des résultats indiquent que les rejets sont conformes. L'autosurveillance est réalisée mensuellement et les résultats sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle des rejets dans le milieu naturel (GIDAF)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2015, article 5.6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, autre
Prescription contrôlée : Conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, sauf impossibilité technique, l'exploitant transmet dès réception les résultats de cette surveillance par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.
Constats : Les résultats des analyses semestrielles ainsi que les résultats d'autosurveillance (analyse avant chaque rejet) sont transmis sur GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2015, article 6.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les émissions canalisées rejetées à l'atmosphère ne contiennent pas plus de 5 mg/Nm3 de poussières.
Constats : Aucune activité actuelle sur le site E3D n'émet des polluants à l'atmosphère.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2015, article 7.4
Thème(s) : Risques chroniques, niveaux sonores
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser tous les trois ans, une mesure des niveaux d'émissions sonores en limite de propriété de l'installation classée et en zone d'émergence réglementée les plus proches par un organisme agréé.
Constats : L'exploitant fait réaliser tous les trois ans une mesure des émissions sonores en limites de propriété et en zones d'émergence réglementée les plus proches.

Pour rappel, une mesure a eu lieu en décembre 2021 qui a montré la présence de deux non-conformités à proximité de l'établissement E3D. L'exploitant a expliqué que ces non-conformités sont liées à la présence de la torchère exploitée par Suez.

Néanmoins, la société BIG BENNES a réalisé une deuxième mesure des niveaux sonores au début de l'année 2022 aux deux points de mesures qui avaient révélé des non-conformités. En l'absence de fonctionnement de la torchère, les nouvelles mesures sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2015, article 8.13

Thème(s) : Risques accidentels, autre

Prescription contrôlée :

La défense incendie est assurée par :

- une réserve de 720 m³
- un poteau incendie à moins de 100 m (60 m³/h) alimenter par la réserve
- un poteau incendie (60 m³/h) alimenté par le réseau communal.

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

Constats :

L'inspection des installations classées reste dans l'attente du rapport de vérification des extincteurs qui n'était pas disponible lors de l'inspection du 17/11/2023. Toutefois, l'inspection des installations classées retient que la société BIG BENNES a pu justifier de l'entretien des extincteurs en 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2015, article 8.5

Thème(s) : Risques accidentels, installations électriques

Prescription contrôlée :

Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé.

Constats :

La société BIG BENNES a mis à la disposition de l'inspection des installations classées le dernier rapport de vérification des installations électriques daté du 02 février 2023.

Ce dernier fait apparaître des non-conformités récurrentes qui n'ont pas été levées depuis le rapport de vérification des installations électriques de 2022.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Plan général des zones d'entreposage indiquant l'état de stock

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2015, article 11.3

Thème(s) : Risques accidentels, autre

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité de déchets d'équipements électriques et électroniques, la quantité de déchets spécifiques issus du démantèlement desdits

déchets susceptibles d'être présents auquel est annexé un plan général des zones d'entreposage.
Constats : Un plan général des zones d'entreposage indiquant l'état de stock a été mis à jour en 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : registre des DEEE éliminés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2015, article 11.6
Thème(s) : Risques chroniques, autre
Prescription contrôlée : L'exploitant tient un registre des déchets sortants de l'installation
Constats : L'exploitant tient à jour un registre comportant l'ensemble des informations mentionnées à l'article 11.6 de l'arrêté préfectoral du 22 juin 2015.
Type de suites proposées : Sans suite